

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES COMPETENCES

SERVICE CARRIERES ET DIALOGUE SOCIAL

N° 322 2022

**ARRETE PORTANT TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT
AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CHER,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L521-1 et suivants ;

Vu le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux;

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels applicables aux fonctionnaires territoriaux du Conseil départemental du Cher ;

A.R.R.E.T.E

Article 1 : Le tableau annuel d'avancement de grade au titre de l'année 2022 au grade d'agent de maîtrise principal est établi comme suit :

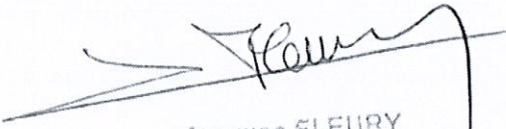
Nom	Prénom	Grade actuel	Promouvable à compter du
MATHIOT	YANN	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
RIBALLET	MICHAEL	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
TOUZET	PHILIPPE	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
TOURNY	CHRISTOPHE	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
DALEKI	SEBASTIEN	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
MINEO	MONIQUE	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
FREGE	DOMINIQUE	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
LESUEUR	JOSE	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
DUVIVIER	THIERRY	AGENT DE MAITRISE	01/11/2022
Pourcentage des hommes et des femmes promouvables			Hommes : 93,33% Femmes : 6,67%
Pourcentage des hommes et des femmes promus			Hommes : 88,89% Femmes : 11,11%

.../...

Article 2 - Le Directeur Général des services départementaux et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Cet arrêté est susceptible de recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>. En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter du rejet.

Fait à BOURGES, le 20 OCT. 2022
Le Président,



Jacques FLEURY

Acte publié le : 28 OCT. 2022